



Auch, le 19 juillet 2025

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Dégradations au Conseil départemental du Gers : le Président du Département donne rendez-vous à la Présidente de l'Assemblée nationale pour constater les dégradations et alerter sur l'inaction de l'État

À l'occasion du déplacement de Madame Yaël Braun Pivet, Présidente de l'Assemblée nationale, ce jour dans le département du Gers, le Président du Conseil départemental, Philippe Dupouy, l'invite à constater par elle-même les dégradations commises la veille devant le siège du Conseil départemental par des membres de la Coordination rurale.

La démocratie, c'est le débat, la contradiction, l'expression des colères. Ce n'est pas la dégradation des lieux publics ni la banalisation de l'intimidation. L'État ne peut plus rester spectateur. « Rien n'est plus méprisable que le respect fondé sur les craintes », disait Albert Camus. Face à ces dérives, le Président déplore le silence et l'inaction de l'État, qui laissent se multiplier des comportements à l'égard des collectivités locales et diverses institutions, sans réponse à la hauteur des enjeux. Il appelle l'État à réaffirmer son rôle de garant de l'ordre républicain et de la protection des institutions.

Le Président du Département rappelle également que les Conseils départementaux n'ont aujourd'hui plus aucune compétence réglementaire en matière agricole. Dans le Gers, le Département continue volontairement d'agir pour soutenir les agriculteurs locaux, valoriser les circuits courts, défendre le bien-manger et le bien-produire sur le territoire, favoriser la transmission des exploitations, aider les jeunes à s'établir, soutenir les éleveurs en cas de crise sanitaire, accompagner les producteurs à faire connaître leurs produits.

Cet engagement, assumé hors de tout cadre obligatoire, traduit la volonté de rester aux côtés du monde agricole, dans un esprit de solidarité et de responsabilité.

Malheureusement, une nouvelle fois, la Coordination rurale choisit l'action coup de force et l'illégalité pour faire connaître sa colère. Une colère ciblée contre la députée Sandrine ROUSSEAU qui n'a rien à voir avec l'action du Conseil Départemental.

En visant le parc du Département, en entravant et dégradant ses accès, la Coordination rurale s'attaque en premier lieu à l'ensemble des contribuables gersois. Ce sera en effet une nouvelle dépense pour le Département qui aura à sa charge de remettre en état les lieux. Autant d'argent public qui serait plus utile à venir concrètement en aide aux agriculteurs. Le nettoyage de la précédente action de la CR, qui

avait bloqué le contrat de Saint-Cricq sur la RN 124, avait coûté en matériel et ressources humaines, près de 100 000 euros, sans parler des nuisances pour les automobilistes.

Le Président du Département renouvelle sa volonté d'écouter les préoccupations du monde agricole, mais dans un cadre respectueux des institutions et des personnes.

Philippe DUPOUY :

« Le Conseil Départemental est une victime collatérale de l'inaction du gouvernement au sujet du revenu des agriculteurs, véritable raison de cette colère. Mais si je comprends les attentes du monde agricole, rien ne justifie les actions de dégradation, telles qu'elles ont eu lieu la nuit dernière, et sur la mauvaise cible de surcroît. Les manœuvres d'intimidation sont inacceptables et ne sauraient être davantage tolérées. J'invite également Yaël BRAUN-PIVET à venir constater sur place les conséquences de l'inaction du Gouvernement qu'elle soutient. »

Rendez-vous fixé à 11heures au 81 Route de Pessan à Auch